

dans la recherche d'un consensus sur les moyens de réaliser une croissance équitable dans le contexte de la mondialisation.

En novembre 2004, le premier ministre Martin et le président da Silva du Brésil ont émis une déclaration conjointe énonçant leur intention de négocier une amélioration de l'accès aux marchés dans le domaine des biens, des services et de l'investissement dans le cadre de la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA). Il est à espérer que cette initiative aidera à faire progresser les négociations de la ZLEA vers la conclusion d'un accord détaillé, de haute qualité, faisant la promotion de l'intégration économique régionale.

Engagement à l'égard des marchés émergents

À l'automne 2004, le ministre du Commerce international s'est entretenu avec de nombreux groupes d'affaires, énonçant publiquement sa vision de l'engagement du Canada à l'égard des marchés émergents. Plus particulièrement, on cherche à :

- établir une base de relations entre États et promouvoir d'autres liens non commerciaux avec des pays partenaires choisis;
- fournir aux entreprises des renseignements sur le marché, des analyses des risques, des connaissances locales et de l'expertise;
- encourager les entreprises à élaborer leurs propres approches stratégiques pour certains marchés;
- offrir des services aux entreprises et des instruments de politique commerciale pour aider les entreprises canadiennes à prendre pied dans les marchés émergents et à protéger leurs intérêts une fois qu'elles seront sur place.

Les discussions sur les marchés émergents se sont amorcées au début de 2004 par des visites initiales dans des pays partenaires éventuels ainsi que par des discussions non officielles avec différents groupes d'intéressés, y compris des associations, des provinces et des entreprises. Des discussions officielles ont aussi pris place à la fin de novembre 2004 lors de trois tables rondes présidées par le ministre Peterson et le secrétaire parlementaire Eyking auxquelles étaient présents des représentants du monde des affaires, des universités et de la société civile. Ces consultations avaient pour objectifs :

- de prendre contact avec un vaste éventail d'intéressés;
- de déterminer quels marchés et secteurs émergents auront de l'importance pour le Canada;
- de mieux sensibiliser les Canadiens et les décideurs aux défis à surmonter dans un contexte commercial international complexe et en constante évolution;
- de définir les principaux rôles du gouvernement fédéral;
- d'établir l'orientation générale d'une stratégie pour les marchés émergents;
- d'encourager la discussion sur des questions connexes plus vastes.

Tout au long de ce processus de consultation, des thèmes communs sont apparus, dont :

- un optimisme par rapport au potentiel du Canada à relever les défis et les débouchés que présentent les marchés émergents;
- le point de vue selon lequel la Chine devrait être le pivot de la stratégie canadienne à l'égard des marchés émergents, avec des intérêts additionnels pour l'Inde, le Brésil/Mercosur, l'Asie du Sud-Est, la Russie/Europe centrale et les régions du Moyen-Orient;
- une intégration accentuée des appels à la réalisation des objectifs en matière d'aide internationale et de développement du commerce et de l'investissement;
- une demande afin que le gouvernement adopte une approche stratégique et intégrée à l'appui des intérêts canadiens dans les marchés émergents;
- un solide soutien à l'égard d'une approche se fondant sur des partenariats déjà établis en Amérique du Nord et visant à les accroître.

Accès aux marchés

Les questions que suscitent les marchés émergents vont au-delà des activités de promotion du gouvernement à l'appui des entreprises. Elles incitent le gouvernement à revoir ses politiques pour appuyer l'accès aux marchés des biens, des services et des investissements du Canada dans le cadre de formes plus larges de coopération économique et sociale. Les partenaires et concurrents du Canada déploient une intense activité pour s'établir dans les principaux marchés émergents en négociant des arrangements bilatéraux et régionaux en matière de commerce et d'investissement et en prenant d'autres initiatives. Même si nous pouvons